

Quant à la production industrielle dont le député a également parlé, je ne sais pas s'il est au courant des prédictions des experts du secteur privé selon lesquels la croissance réelle du produit national brut serait de l'ordre de 5.5 p. 100. Il faut comparer ce chiffre au taux de 6 p. 100 prévu aux États-Unis; les spécialistes avaient prédit depuis longtemps que, dans ce pays, la récession atteindrait son plus bas niveau bien avant le Canada.

● (1710)

A ce propos, il faut reconnaître, je crois, que la productivité au Canada continue à poser un véritable problème. Pourtant, une fois encore, des signes qui ne trompent pas montrent que nous avons atteint notre plus bas niveau, et une amélioration est attendue dans ce domaine en 1976.

L'auteur de la motion a parlé de ce qu'il appelle l'impuissance du gouvernement à encourager les investissements dans l'industrie. Sait-il...

M. Whiteway: Le député de York-Simcoe (M. Stevens) sait de quoi il parle.

M. Martin: Les députés de l'opposition connaissent-ils les divers stimulants fiscaux accordés par les gouvernements fédéral et provinciaux pour favoriser la construction de nouvelles usines? Le député connaît-il les stimulants fédéraux et provinciaux accordés à diverses industries pour les encourager à s'établir dans les régions moins favorisées du pays? Sait-il que le gouvernement a fait un placement direct pour raffermir le projet vacillant connu sous le nom de Syncrude et permettre à cette entreprise essentielle de poursuivre son exploitation? Une telle réalisation servira les intérêts de nombreuses industries liées au projet et les intérêts de tous les Canadiens, de façon générale.

Le député est-il au courant de la constitution en corporation de Pétro-Canada, société qui, à elle seule, va inciter le secteur privé à consentir des investissements nombreux, nouveaux et essentiels dans diverses industries liées à la prospection et à la mise en valeur de nos ressources pétrolières et gazières? Est-ce là ne pas encourager l'investissement?

Comme le député le sait parfaitement, l'encouragement à l'investissement de nouveaux capitaux dans le secteur industriel a été l'une des pierres de touche du gouvernement depuis trente ans, et il continuera sans doute de l'être au cours des années à venir. De toute évidence, il faut faire de son mieux pour que les stimulants, une fois accordés, soient efficaces, à la fois quant à la méthode de stimulation et au secteur de l'économie choisi. Le plus grand problème qui se posera au cours des prochaines années sera de trouver les sommes considérables dont l'industrie aura besoin. Il ne sera pas difficile, comme le député le laisse entendre, de stimuler l'investissement. Mais il ne sera pas aisé de trouver les capitaux nécessaires à l'investissement. Comme le député a raison! Sait-il au juste quels sont les besoins de notre pays en matière de capitaux? Est-il au courant de ce que disent les hommes d'affaires canadiens? On se le demande.

Le député présente son argumentation de façon rétrograde. Il reproche au gouvernement de permettre une baisse considérable de notre position concurrentielle sur les marchés internationaux. Examinons certaines de ses remarques.

Tout d'abord, comme le député le sait bien, les gouvernements ne permettent pas ni n'autorisent une baisse considérable des positions concurrentielles sur les marchés

Politiques économiques

internationaux. Le député connaît bien les facteurs qui influent sur le commerce international. Je suis étonné qu'un homme aussi doué pour les affaires pense que les mouvements de l'économie sont avant tout provoqués par des actes précis d'un gouvernement. Peut-être pense-t-il aux difficultés actuelles que nous éprouvons avec le pacte de l'automobile, intervenu entre le Canada et les États-Unis.

Voyons la situation. Il est vrai que nous avons eu un déficit commercial de 700 millions de dollars en 1975. Le pacte de l'automobile et le commerce des pièces détachées d'automobile en sont grandement responsables. A l'heure actuelle, les États-Unis mettent au point, je pense, un processus rationnel destiné à contrebalancer en partie les déficits importants qu'ils ont connus à cause de ce pacte, il y a quelques années. Il est vrai que, pour l'instant, c'est le contraire; il y a des fluctuations, il y en aura d'ailleurs toujours, quoi que fassent les gouvernements. Les fluctuations économiques sont indépendantes des décisions des gouvernements.

Les députés, y compris le député de York-Simcoe, savent que le taux d'accroissement de l'activité industrielle de la plupart des pays de l'Ouest ralentit. Certes, les augmentations considérables de salaires au Canada ces dernières années nous ont nui. Ce qu'il faut nous rappeler, c'est que tous ces éléments influent sur le comportement général de l'économie. Ils ne découlent sûrement pas d'une mesure déterminée du gouvernement. De fait, monsieur l'Orateur, grâce au leadership qu'a montré le gouvernement en faisant adopter sa politique de lutte contre l'inflation, politique que le député de York-Simcoe n'appuie pas, le Canada, dans son ensemble, a traversé cette période un peu mieux que d'autres pays.

On prédit également que nos exportations de matières premières et de produits semi-manufacturés augmenteront à mesure que l'économie des autres pays s'améliorera. A ce propos, nous devons tenir compte et de la valeur et du volume de nos exportations. A mon avis, nous devrions nous préoccuper davantage de la valeur de nos exportations, parce qu'une augmentation relativement petite du volume d'exportation de certaines matières premières et de certains produits semi-manufacturés importants pourrait modifier sensiblement la valeur de nos exportations.

Le député a parlé de taux d'intérêt. Comme l'a dit le ministre des Finances (M. Macdonald), il est clair que la Banque du Canada a agi comme elle l'a fait récemment pour maintenir le taux d'expansion monétaire dans des limites raisonnables. Cet accroissement modéré de la masse monétaire indique sûrement une reprise de l'activité économique dans notre pays. Les emprunts des banques se sont accrues considérablement au cours des derniers mois. Les emprunts ont augmenté de quelque 15 p. 100. Le député de York-Simcoe ne convient-il pas que c'est là un indice certain que notre économie est stimulée? La hausse des taux est une suite logique de l'opinion professionnelle du gouverneur de la Banque du Canada sur les tendances qui se dessinent. Contrairement au député, il peut manifestement voir les signes encourageants quand ils se présentent.

Qu'on me permette de faire allusion en passant au logement. La construction de maisons a connu une hausse considérable pendant la seconde moitié de 1975. Certains experts du secteur privé prédisent maintenant une nouvelle hausse des mises en chantier en 1976.